

CEAS-point-com

Centre d'Étude et d'Action Sociale (CEAS) de la Mayenne
6, rue de la Providence - 53000 Laval - Tél. 02.43.66.94.34 - Fax. 02.43.02.98.70 - Mél. ceas53@wanadoo.fr



Nous avons lu (suite)...

L'art du sondage

CEAS-point-com n° 31 du 14 mai 2003 montrait les limites du sondage de l'IFOP pour *Dimanche Ouest-France* sur le thème des retraites. Rappelons la première question : « *Vous savez que le Conseil des ministres a adopté mercredi le projet de loi sur la réforme des retraites. Vous, personnellement, êtes-vous favorable aux mesures proposées par le Gouvernement de Jean-Pierre Raffarin ?* »

Les résultats du sondage sont maintenant disponibles sur le site de l'IFOP ⁽¹⁾. En fait, *Dimanche Ouest-France* n'a pas retranscrit de façon correcte la question posée. La question posée était bien : « *êtes-vous favorable ou défavorable* »...

Si l'IFOP n'a pas tous les torts, on peut quand même lui en rajouter deux autres, avec le concours de lecteurs qui nous ont fait remonter leurs remarques : d'une part, dans la question posée, on pouvait très bien enlever « *vous savez que* » (on pouvait ne pas le savoir) ; d'autre part, on pouvait enlever « *de Jean-Pierre Raffarin* ». De fait, les personnes interrogées par téléphone ont-elles bien retenu qu'on leur posait

une question sur la réforme des retraites, ou bien ont-elles répondu par rapport à la représentation qu'elles se font du premier ministre ?

Bref, l'IFOP aurait pu poser la question suivante : « *Le Conseil des ministres a adopté mercredi un projet de loi sur les retraites. Personnellement, par rapport aux mesures proposées par le Gouvernement, êtes-vous : très favorable, plutôt favorable* », etc.

Bien entendu, dans un souci de rigueur, il aurait fallu demander au préalable (ou juste après) quel niveau d'information les personnes interrogées ont de ces mesures...



Actualités juridiques

Le Sénat en réforme

Le Sénat souhaite s'auto-réformer en limitant le mandat sénatorial à six ans (au lieu de neuf), en abaissant l'âge d'éligibilité de 35 à 30 ans et en rétablissant la proportionnelle aux départements élisant quatre sénateurs ou plus. Ces propositions, qui doivent figurer dans un texte débattu au Parlement avant la fin juin, prévoit également que le nombre de sénateurs augmenterait de 24, passant de 321 à 345, pour tenir compte du recensement de 1999, suivant la demande du Conseil constitutionnel.

Source : *Info Maire* – Association des maires de France

Un référendum local en projet

Le Conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif au référendum local. Il doit être soumis au Sénat le 5 juin prochain. Quel en est le contenu ? Ce sont les assemblées délibérantes des collectivités (communes, départements, régions) qui décident de l'organisation de ces référendums. En l'état actuel du texte, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI, soit par exemple les communautés d'agglomération ou

⁽¹⁾ - <http://www.ifop.com/europe/>

de communes) en sont exclus. Les référendums locaux doivent porter uniquement sur les affaires de la collectivité et ils ont valeur décisionnelle.

Le texte détermine les modalités d'information des citoyens et les conditions d'organisation de la campagne électorale ainsi que des opérations de vote. En l'occurrence, chaque référendum est accompagné d'un dossier d'information mis à la disposition du public. Le texte prévoit notamment que l'organisation d'un référendum par une collectivité territoriale sera interdite pendant les six mois précédant le renouvellement de l'assemblée délibérante de cette collectivité et pendant les campagnes électorales précédant les élections générales et des référendums nationaux ou les jours de scrutin de ces échéances.



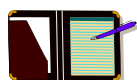
Actualités statistiques



Nous avons reçu

Recensement rénové de population

Le recensement rénové de population devient réalité. Le *Journal officiel* du 20 mai 2003 publie un arrêté du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, en date du 4 avril, portant sur les modalités de déroulement d'un test. Celui-ci sera réalisé en 2003 dans une centaine de moyennes et grandes communes, regroupant 40 000 ménages (dans les Pays de la Loire, neuf communes sont concernées en Loire-Atlantique et une en Vendée).



A vos agendas...

Erratum

Pour la « portes ouvertes » au Centre de soins pour malades alcooliques de la Bréhonnière, à Astillé, le vendredi 20 juin, voici quel sera le programme : présentation du Centre et des soins (à 14h et à 15h30) ; visite de l'établissement ; points rencontre alcooliques ; cocktail (à 17h).

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS) – Service statistique, *Statistiques et indicateurs de la santé et du social (STATISS 2003)*, 47 p.

- Il s'agit d'un mémento présentant « un résumé des données essentielles », disponibles dans chaque DRASS au niveau département et région à la date du 1^{er} janvier 2002. Elles concernent quatre grands thèmes : démographie – santé ; établissements sanitaires et sociaux ; professions sanitaires et sociales ; protection sociale.

FORS – Recherche sociale, *Recherche sociale*.

- « Les résidences sociales : un segment nouveau de l'offre de logement », n° 165, janvier-mars 2003 (90 p.).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), *Consommation et modes de vie* (4 p.).

- « Le handicap : du problème personnel à la reconnaissance sociale – De 220 000 à 4 millions de personnes selon les définitions », n° 163, avril 2003.

Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), *Territoires – la revue de la démocratie locale*.

- « Développement durable : une utopie les pieds sur terre », n° 438, mai 2003 (56 p.).

La pensée hebdomadaire

Quand il s'agit d'écrire des sottises,
il serait vraiment trop facile d'écrire un gros livre (Bachelard)